

LE COMMUNAUTAIRE À BOUTTE

À BOUTTE. MAIS TOUJOURS DEBOUT(TE) !

Il y a un moment où on ne peut plus absorber. Un moment où tenir, compenser, réparer... ne suffit plus. Un moment où le silence devient une forme d'abandon, voire de complicité. Ce moment, c'est maintenant. Partout au Québec, le milieu communautaire craque. Sous-financé, sursollicité, épuisé, mais toujours debout, il demeure en première ligne pour répondre à ce que le reste du système ne parvient plus à absorber. C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement **Le communautaire à boutte**, une mobilisation et grève à l'échelle du Québec portée par tous les organismes qui refusent de se taire et qui revendiquent des conditions à la hauteur de leur rôle essentiel au sein de la société.

CÔTE-DES-NEIGES SE MOBILISE

Face à l'essoufflement des organismes et à l'augmentation constante des besoins, la CDC de Côte-des-Neiges s'est solidarisée au mouvement et a choisi d'inscrire sa première action dans l'espace public, là où l'on ne peut plus détourner le regard.

Le 25 mars 2026, un blocage du chemin de la Côte-des-Neiges a marqué ce refus de rester en retrait. Pendant une heure, une centaine de personnes, membres d'organismes, citoyen.ne.s, acteur.trice.s du milieu ont occupé cette artère du quartier pour rappeler cette réalité simple, lorsque le communautaire vacille, c'est l'ensemble du filet social qui s'affaiblit.

Plus qu'un geste symbolique, cette action a permis d'ancrer la mobilisation dans le territoire, en rassemblant celles et ceux qui vivent directement les conséquences du sous-financement et de la sursollicitation.



UNE COLÈRE PARTAGÉE À L'ÉCHELLE DU QUÉBEC

Quelques jours plus tard, le 2 avril, la mobilisation a pris une ampleur nationale. À Québec, devant l'Assemblée nationale, des milliers de personnes du milieu communautaire, dont les membres de la CDC de Côte-des-Neiges, se sont rassemblées dans le cadre du mouvement, amorcé le 23 mars. Point culminant de la mobilisation, la journée a réuni des délégations de toute la province, plus de 10 000 personnes et 1 800 organismes issus des 17 régions administratives du Québec selon les organisateurs, toutes porteuses d'un même constat : les conditions actuelles ne permettent plus de répondre adéquatement aux besoins des populations. Sur scène, les prises de parole ont donné corps à cette réalité :

« On veut un financement à la mission adéquat pour avoir des conditions de travail décentes pour l'ensemble des travailleurs du communautaire et répondre aux besoins de la population, d'une société qui est en crise en ce moment. »

- Sophie Tétrault-Martel, co-porte-parole du mouvement et intervenante communautaire au Centre des femmes de Longueuil



Corporation
de développement
communautaire de
Côte-des-Neiges

DES REVENDICATIONS STRUCTURELLES

Le mouvement porte des revendications claires, ancrées dans la réalité québécoise. Il ne s'agit pas d'ajustements à la marge, mais de conditions minimales pour assurer la pérennité du communautaire.

Les organismes réclament un financement à la mission suffisant et stable, permettant de sortir d'une logique de survie permanente. Ils demandent également des conditions de travail décentes pour leurs équipes, dont l'engagement repose encore trop souvent sur la précarité. À cela s'ajoutent la reconnaissance pleine et entière de leur rôle, la protection de leur autonomie et un investissement dans le modèle communautaire comme pilier stratégique.

Autant de leviers essentiels pour maintenir un filet social déjà fragilisé, mais plus que jamais nécessaire.



UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Car au fond, la question est politique. Elle touche à la manière dont une société choisit ou non de soutenir celles et ceux qui en ont le plus besoin. Elle révèle également les priorités collectives et les choix qui sont faits, ou évités face aux inégalités.

Le communautaire agit là où les inégalités se creusent, là où les réponses institutionnelles atteignent leurs limites. Il constitue un espace de proximité, d'écoute et d'action, profondément enraciné dans les réalités locales. Pourtant, il continue tant bien que mal d'opérer dans un contexte d'incertitude financière et de reconnaissance incomplète. Mais cette contradiction ne tient plus.

ALIMATOU TOURÉ

- DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA CDC DE CDN

« À la CDC de Côte-des-Neiges, nous constatons chaque jour l'écart grandissant entre les besoins et les moyens. Renforcer le communautaire, c'est investir directement dans la dignité des personnes et la vitalité de nos quartiers. »



RÉDACTION

CDC de CDN

Montréal, avril 2026

CDC de Côte-des-Neiges,
Forte de sa communauté

<http://conseilcdn.qc.ca/aboutte.info>



Corporation
de développement
communautaire de
Côte-des-Neiges